Regarder en arrière pour mieux regarder devant : la révolution démographique du Canada, 1951-2026

JACK JEDWAB

Cet article examine la transformation démographique du Canada de 1951 à 2026, retraçant le passage d'une croissance portée par l'accroissement naturel à une dépendance envers l'immigration. Il explore la diversification ethnique et religieuse, la sécularisation, la reconnaissance accrue des identités autochtones et l'émergence d'appartenances multiples. Au cœur de son argumentation se trouve le rapport entre les changements démographiques et leur mesure dans les recensements : l'évolution des catégories reflète et façonne la manière dont les Canadiens se définissent. En situant les débats contemporains sur l'immigration, l'appartenance et la cohésion sociale dans ce contexte historique, l'article soutient que l'avenir démographique du Canada sera marqué par une redéfinition continue des identités, sous l'influence des migrations, des choix politiques et de l'évolution des classifications.

Jack Jedwab Jack est président-directeur général de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut Metropolis. Il est titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'Université Concordia. Avant 1998, il était directeur général de la section québécoise du Congrès juif canadien. Il signe des textes et contribue à des publications scientifiques, à des rapports gouvernementaux et à des journaux partout au pays sur l'immigration, le multiculturalisme, la diversité, les droits de la personne et les langues officielles. Fort de trois décennies de recherches diversifiées sur l'opinion publique et la démographie, il est régulièrement sollicité par les médias et les organismes gouvernementaux pour son expertise et son éclairage sur les grands enjeux de société. Il a enseigné et donné des conférences à l'Université McGill, à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université Concordia, abordant des sujets allant des politiques publiques à l'histoire de l'immigration et des groupes minoritaires, en passant par le sport au Canada.

Ce numéro de Canadian Issues / Thèmes canadiens est consacré à l'avenir démographique du Canada, à un moment où la trajectoire démographique du pays fait l'objet d'une remise en question. Après plusieurs années de croissance exceptionnellement rapide, largement attribuable à l'immigration, de récents ajustements stratégiques ont commencé à ralentir ce rythme et ont relancé le débat sur les conséquences sociales, économiques, linguistiques et régionales du changement démographique. Une grande partie de cette discussion cherche, à juste titre, à savoir vers où se dirige le Canada. Pourtant, toute évaluation sérieuse de l'avenir doit aussi commencer par se demander d'où vient le pays et à quel point les forces qui façonnent sa population ont déjà profondément changé.

Je propose de le faire en comparant le Canada de 1951 à celui de 2026. Cette comparaison offre un point de vue particulièrement intéressant puisque, au cours de cette période, le pays est passé d'une population soutenue principalement par l'accroissement naturel à une population dont la croissance dépend presque entièrement de l'immigration. En 1951, la population s'articulait principalement autour de la dualité britannique-française et des identités chrétiennes; elle est depuis devenue considérablement plus diversifiée sur les plans ethnique et religieux, dans un paysage démographique en constante évolution. Cette perspective historique ne fournit pas de prévision simple : le changement démographique n'est jamais linéaire, et les choix politiques peuvent l'accélérer, le ralentir ou le réorienter. Elle montre toutefois que l'avenir

démographique du Canada découlera de transformations déjà bien amorcées – dans les sources de la croissance démographique, la composition de l'immigration, la répartition régionale des nouveaux arrivants et même les catégories au moyen desquelles les Canadiens comprennent et déclarent qui ils sont.

En 1951, le Canada était un pays qui se percevait peut-être comme démographiquement prévisible et ancré dans une conception relativement simple de l'identité. Avec une population d'un peu plus de 14 millions d'habitants, la croissance reposait massivement sur l'accroissement naturel plutôt que sur l'immigration, lequel représentait plus de 90 % de la variation démographique au cours de la décennie précédente. La composition ethnique du pays reflétait cette tendance : elle était largement façonnée par des personnes d'origine britannique et française, les identités anglaise, française, écossaise et irlandaise dominant le paysage social. La religion était, elle aussi, profondément ancrée dans cette structure. Le christianisme était quasi universel, et moins de 1 % des Canadiens déclaraient n'avoir aucune religion. Représentant un peu plus de 1 % de la population déclarée, les peuples autochtones étaient marginalisés sur les plans démographique et politique et étaient souvent la cible de mesures d'assimilation (que l'on présentait parfois, fort malheureusement, comme étant dans leur intérêt). L'immigration était sélective et largement européenne, renforçant plutôt que transformant le cadre culturel dominant.

Soixante-quinze ans plus tard, en 2026, le paysage démographique a profondément changé. La population du pays dépasse actuellement les 41 millions d'habitants et, comme mentionné précédemment, elle se renouvelle de plus en plus grâce à des apports extérieurs de personnes, de cultures et de croyances. La composition ethnique du pays illustre cette transformation de manière frappante. Si « canadienne » demeure l'origine ethnique la plus souvent déclarée, elle coexiste désormais avec un large éventail d'identités qui reflètent les tendances migratoires mondiales. Les Sud-Asiatiques sont devenus le plus important groupe d'origine unique non européenne, tandis que les communautés chinoise, noire, philippine et autres ont connu une croissance importante. Parallèlement, la hausse des déclarations d'origines ethniques multiples – qui représentent désormais environ le tiers des réponses – donne à penser que l'identité n'est plus vécue comme unique ou héritée, mais de plus en plus comme stratifiée et hybride.

La population autochtone a également connu une croissance considérable, tant sur le plan numérique que sur celui de sa visibilité dans le discours national; elle représente aujourd'hui environ 6 % de la population. Cette croissance, conjuguée à une reconnaissance plus large des droits et de l'histoire des peuples autochtones, a redéfini l'identité canadienne de manière à y inclure non seulement la diversité, mais aussi la réconciliation.

Le changement religieux a été tout aussi frappant. Alors que le christianisme définissait autrefois l'écrasante majorité de la population, il ne représente plus, au Recensement de 2021, qu'un peu plus de la moitié de celle-ci et continue de reculer. Le changement le plus important a été la montée des personnes ne déclarant aucune appartenance religieuse, qui forment désormais la catégorie la plus nombreuse, avec plus du tiers des Canadiens. Parallèlement, les religions non chrétiennes – en particulier l'islam, le sikhisme et l'hindouisme – ont connu une croissance rapide, reflet de l'immigration en provenance d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique. Il en résulte un paysage religieux non seulement plus diversifié, mais aussi plus séculier, où la religion institutionnelle joue un rôle moins central dans la construction de l'identité.

Cette transformation ne s'est toutefois pas faite sans difficultés. Les données de sondage révèlent une préoccupation croissante à l'égard des niveaux d'immigration : en 2025, une majorité de Canadiens estimaient qu'il y avait trop d'immigrants. La confiance envers les immigrants et les réfugiés demeure relativement

faible comparativement à la confiance envers les voisins ou les personnes aux origines semblables. Les relations intergroupes – notamment entre communautés religieuses, comme les juifs et les musulmans, ou entre populations autochtones et non autochtones – sont souvent perçues comme tendues. Ces tensions mettent en lumière la négociation constante entre diversité et cohésion dans une société en évolution rapide.

Pour l'avenir, la trajectoire de l'évolution démographique du Canada dépendra fortement des niveaux d'immigration et des pays d'origine des nouveaux arrivants. Selon les projections, d'ici 2026, les immigrants et leurs enfants pourraient bientôt former la moitié de la population, et les groupes de minorités visibles ou racisés pourraient représenter près de la moitié de l'ensemble des Canadiens d'ici quelques décennies. Les communautés sud-asiatique, chinoise, noire et philippine devraient connaître une croissance considérable, ce qui remodèlera davantage la composition ethnique du pays.

Une dimension cruciale de la transformation démographique et identitaire du Canada – souvent négligée, mais aux conséquences profondes – est l'évolution de la manière dont l'identité elle-même est mesurée. Le contraste entre 1951 et 2026 ne porte pas seulement sur qui sont les Canadiens, mais aussi sur la façon dont ils sont dénombrés et classés, ainsi que sur la manière dont ils se comprennent et se déclarent au sein de ces catégories.

En 1951 et tout au long de l'immédiat après-guerre, l'identité était mesurée selon des méthodes qui présumaient son caractère unique. Les catégories du recensement reflétaient une vision du monde dans laquelle chaque personne était censée appartenir à une seule origine ethnique, à une seule religion et, implicitement, à un seul repère culturel. Les questions sur l'origine ethnique saisissaient surtout une filiation liée à une ascendance européenne, renforçant la prédominance des identités britanniques et françaises. Il y avait peu de place, sur les plans conceptuel et méthodologique, pour l'hybridité ou les appartenances multiples. Sur le plan statistique, l'identité était une chose héritée et figée.

Au fil du temps, cependant, tant la composition de la population que la conceptualisation de l'identité ont commencé à changer. L'un des changements les plus importants a été l'introduction du concept de « minorité visible » dans la mesure du recensement canadien à la fin du XXe siècle, à la suite de l'adoption de la Loi sur l'équité en matière d'emploi de 1986. Il s'agissait d'une rupture importante avec les approches antérieures. Pour la première fois, le recensement tentait explicitement de saisir l'identification raciale en tant que catégorie sociale, reconnaissant que les différences dans l'expérience vécue ne tenaient pas seulement à l'ascendance ou à la nationalité, mais aussi à la façon dont les personnes étaient perçues au sein de la société canadienne. L'absence d'une telle catégorie en 1951 reflète non seulement une réalité démographique différente, mais aussi une compréhension différente de l'(in)égalité et de la diversité.

Parallèlement, la mesure de l'origine ou des origines ethniques a connu une transformation profonde. Alors que les recensements antérieurs encourageaient implicitement les réponses uniques, les éditions subséquentes ont de plus en plus permis – puis fini par normaliser – les réponses multiples. En 2021, une part importante des Canadiens ont déclaré plus d'une origine ethnique, signe d'un passage de l'identité conçue comme une filiation unique à l'identité conçue comme un amalgame d'histoires, d'appartenances et de choix personnels. Ce changement n'est pas simplement technique. Il reflète la réalité vécue d'une population façonnée par les unions mixtes, la migration et le métissage des cultures au fil des générations. La montée de la réponse « canadienne » comme origine ethnique, conjuguée aux déclarations d'origines multiples, illustre davantage à quel point l'identité est devenue à la fois plus symbolique et plus autodéfinie.

Cette évolution de la mesure a interagi directement avec le changement démographique. L'immigration postérieure aux années 1960 a apporté au Canada une diversité sans précédent, mais c'est la capacité du recensement à saisir les identités multiples qui a permis à cette diversité de s'exprimer pleinement. Autrement dit, la « révolution démographique » du Canada est indissociable d'une « révolution de la mesure » parallèle. Les catégories elles-mêmes se sont élargies pour refléter de nouvelles réalités sociales et, ce faisant, elles ont aussi façonné la manière dont les Canadiens conçoivent qui ils sont.

La religion présente un cas quelque peu différent. Les questions du recensement sur la religion sont demeurées relativement stables et continuent de mettre l'accent sur une appartenance unique. Pourtant, là aussi, la transformation a été profonde – non pas dans la façon dont l'identité est mesurée, mais dans la façon dont elle s'exprime. La hausse spectaculaire des personnes déclarant « aucune religion », qui sont passées de moins de 1 % en 1951 à plus du tiers de la population au cours des dernières décennies, représente une reconfiguration fondamentale du paysage religieux. Ce changement témoigne non seulement d'une sécularisation accrue, mais aussi d'une transformation plus large du rôle de la religion comme marqueur identitaire. Pour de nombreux Canadiens, l'identité n'est plus ancrée dans une appartenance religieuse formelle, même si la diversité religieuse s'accroît grâce à l'immigration.

Pris ensemble, ces changements témoignent d'une redéfinition plus large des identités au Canada. Alors que l'identité était autrefois mesurée comme unique, héritée et largement immuable, elle est aujourd'hui comprise comme multiple, construite et évolutive. L'introduction de nouvelles catégories comme le statut de minorité visible, la normalisation des réponses ethniques multiples et l'importance croissante de la non-affiliation religieuse reflètent toutes une société où l'identité consiste moins à se conformer à des cases prédéfinies qu'à composer avec des appartenances qui se chevauchent et qui sont parfois fluides.

Pour l'avenir, la façon de mesurer l'identité continuera d'évoluer en même temps que la population elle-même. À mesure que les sources d'immigration se diversifieront et que les jeunes générations adopteront de plus en plus des identités hybrides et transnationales, la pression s'accentuera pour affiner les catégories existantes ou en créer de nouvelles. Les questions liées à la race, à l'ethnicité, à la langue et à l'appartenance pourraient devenir encore plus complexes, notamment à mesure que s'estompent les distinctions entre première, deuxième et troisième générations.

Comme on peut le voir ci-dessous, le **tableau 1** illustre de façon frappante l'ampleur de la transformation de la composition ethnique du Canada. En 1951, les origines française, anglaise, écossaise et irlandaise représentaient ensemble environ 78 % de la population, reflet d'un pays encore défini de façon écrasante par un cadre britannique-français et, plus largement, nord-ouest-européen. En 2021, le nombre total de personnes ayant déclaré une origine ethnique unique canadienne, québécoise, française, anglaise, écossaise ou irlandaise ne représentait qu'environ 37 % de l'ensemble des réponses d'origine unique – bien moins de la moitié –, bien que ces identités soient demeurées nettement plus répandues lorsque les origines multiples étaient prises en compte. La population autochtone a elle aussi fortement augmenté, passant d'environ 166 000 personnes, soit 1,1 %, en 1951 à plus de 2,2 millions, soit 6 %, en 2021. Cette hausse est particulièrement importante compte tenu de la longue histoire des politiques d'assimilation qui ont réprimé l'identité autochtone et qui ont probablement contribué à un important sous-dénombrement lors des recensements antérieurs. Parallèlement, des populations d'origine non européenne absentes ou à peine visibles dans les catégories

Tableau 1

Origines ethniques déclarées au Canada, 1951 et 2021

Origine(s) ethnique(s)	1951	% du total	2021	% du total	Origine ethnique unique	Origines ethniques multiples
Total	14 009 429		36 328 475		23 426 010	12 902 470
Canadienne	--	--	5 677 205	15.6%	4 186 840	1 490 370
Française	4,319,167	31%	4 011 670	11%	1 525 770	2 485 900
Québécoise	--	--	981 640	2. 7%	721785	259855
Anglaise	3,630,344	26%	5 322 830	14.6%	1 134 055	4 188 780
Écossaise	1,547,470	11%	4 392 200	12%	559 570	3 832 625
Irlandaise	1,439,635	10%	4 413 120	12.1%	593 865	3 819 260
Allemande	619,995	4.5%	2 955 700	8.1%	508 180	2 447 515
Ukrainienne	395,043	3%	1 258 635	3.5%	273 210	985 425
Néerlandaise	264,267	2%	988 585	2.7%	278 830	709 760
Polonaise	219,846	1.5%	982 815	2.7%	238 710	744 110
Autochtone	165,607	1.1%	2 204 475	6%	927 405	1 277 075
Italienne	152,245	1.1%	1 546 390	4.2%	671 515	874 880
Chinese	--	--	1 713 870	4.7%	1 372 210	341 665
Chinoise	--	--	2 322 895	6.4%	1 763 830	559 065

Sources : Recensement du Canada, 1951, et Recensement du Canada, 2026

de 1951 étaient devenues centrales dans le profil démographique du Canada en 2021 : plus de 1,7 million de personnes ont déclaré des origines chinoises et plus de 2,3 millions, des origines sud-asiatiques, la population d'origine unique de chacun de ces groupes dépassant à elle seule le million. Ces changements reflètent non seulement l'immigration et la croissance démographique, mais aussi une volonté et une capacité accrues de reconnaître des identités que les cadres de recensement antérieurs marginalisaient ou ne parvenaient pas à mesurer.

En définitive, l'expérience canadienne donne à penser que l'identité est façonnée non seulement par le changement démographique, mais aussi par la ou les méthodes employées pour la mesurer. Le passage des identités uniques aux identités multiples est à la fois le reflet et le moteur de la transformation sociétale – il redéfinit la façon dont les Canadiens se voient et dont ils sont perçus en retour.

Dans ce contexte, l'identité canadienne deviendra vraisemblablement encore plus fluide et contestée. Le déclin des marqueurs traditionnels comme la religion et l'origine ethnique unique, conjugué à la montée des identités hybrides et des liens transnationaux, donne à penser que les Canadiens de demain se définiront de manière de plus en plus individualisée. Parallèlement, les questions d'appartenance et d'identité demeureront centrales, notamment à mesure que la diversité démographique s'approfondira.

Du Canada beaucoup moins diversifié de 1951 à la société complexe et pluraliste de 2026, l'évolution des identités canadiennes a été indissociable du changement démographique. Si les soixante-quinze dernières années sont une indication, l'avenir n'apportera pas de point d'arrivée fixe, mais plutôt un processus continu – un processus dans lequel l'identité continue de s'adapter aux réalités de la migration, de la diversité et de l'équilibre changeant entre unité et différence.